

RIAPISBG-RDCONGO

**Réseau International des Associations sans but lucratif
et des Personnalités Intègres pour la Souveraineté
et la Bonne Gouvernance de la R.D.Congo**

*Une Coalition des Forces Sociales de la Génération Bonne Gouvernance et de Soutien à la Vison du Patriote
Musimwa Bisharhwa Israël pour la RDCongo*

**Discours prononcé le 4 Août 2012 à la Salle Concordia de l'Archidiocèse
de Bukavu par Son Excellence Musimwa Bisharhwa Israël, Président du
RIAPISBG-RDCongo à l'occasion du lancement officiel de la pétition
sur un nouveau statut juridique de la RDCongo en vue de sa
souveraineté et de sa bonne gouvernance.**

(Version corrigée)

6, Av. Walungu, Binza- Météo, Kinshasa- RDCongo
E-mail : riapisbg_rdcongo@yahoo.fr Tél : 00243-994402992, 0852208611

Excellences, Honorables
Messeigneurs et Révérends Pasteurs
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs
Distingués Invités

Nous voudrions par cette occasion vous remercier pour la marque de confiance que vous nous témoignez en répondant à notre invitation. Par cette occasion, nous allons vous entretenir sur le mobile de notre pétition avant de vous suggérer des alternatives des solutions pour une sortie honorable de l'humiliation dans laquelle est plongé notre peuple depuis plusieurs décennies. Dans notre plaidoyer, nous nous efforcerons de vous présenter la RDCongo dans son contexte historique et géo-politico-stratégique, ses quelques problèmes majeurs et ses défis, notre projet pour la souveraineté et la bonne gouvernance de la RDC ainsi que pour la dignité de son peuple, nos stratégies pour la collecte des signatures et enfin les avantages que présente ce projet pour notre peuple.

Dans le cadre de notre message de félicitation au Président Barack Obama en juin 2009, avec copie au Président Joseph Kabila, à l'occasion de son élection à la magistrature suprême des Etats-Unis d'Amérique en Novembre 2008, nous avons fait allusion, pour la première fois, à notre vision sur la RDCongo par rapport à son destin dans les enjeux internationaux. Cette vision part du constat très amer selon lequel l'avenir de la RDCongo et des Congolais dans la Région Africaine des Grands Lacs est compromis. Dans le cadre de notre message de félicitation au Président Barack Obama en juin 2009, avec copie au Président Joseph Kabila, à l'occasion de son élection à la magistrature suprême des Etats-Unis d'Amérique en Novembre 2008, nous avons fait allusion, pour la première fois, à notre vision sur la RDCongo par rapport à son destin dans les enjeux internationaux. Cette vision part du constat très amer selon lequel l'avenir de la RDCongo et des Congolais dans la Région Africaine des Grands Lacs est compromis.

De notre analyse contextuelle sur la RDCongo, il se dégage, à notre avis, sept problèmes majeurs de la RDCongo auxquels correspondent des défis à surmonter que voici ci-dessous :

- 1) Perte de plus en plus de la souveraineté du Peuple Congolais sur ses ressources naturelles et son territoire national de suite de l'occupation extérieure déguisée de certaines provinces de l'Est, mais aussi du territoire de Kahemba dans le Bandundu avec la complicité des autorités au pouvoir;
- 2) Démocratie étranglée à défaut de l'indépendance de la magistrature et le non respect des lois du Pays et le manque d'une armée républicaine;
- 3) Déficit de leadership responsable ou faible capacité de gouvernance de l'Etat par la classe politique congolaise depuis l'indépendance à ce jour. La mauvaise gouvernance est consacrée en système de gestion ;
- 4) Terrorisme judiciaire ; insécurité permanente des populations entretenue par des groupes armés nationaux et étrangers avec la complicité du pouvoir en place ; violations graves des Droits de l'Homme caractérisées par des violences sexuelles, sans précédent dans le monde entier, faites aux femmes et aux jeunes filles ; assassinats commandités des journalistes et défenseurs des

droits de l'Homme ; corruption chronique et détournements excessifs des deniers publics suite à l'impunité, créant une bourgeoisie des gouvernants ;

- 5) Problèmes socio-économiques de la population non prises en compte par l'Etat notamment les problèmes d'emplois, l'appauvrissement chronique de la population devant l'enrichissement scandaleux et illicites des gouvernants, de la précarité des soins de santé, désengagement de l'Etat dans l'éducation des enfants, problèmes d'accès à l'eau potable et à l'énergie, détérioration de la plupart d'infrastructures communautaires de base, manque criant d'habitats sociaux pour la population, incapacité pour les congolais d'accéder aux crédits bancaires ;
- 6) Problématique créée par l'africanisation de la nationalité congolaise, devenue une source des conflits occasionnant l'entrée massive en RDCongo des étrangers surtout issus des pays limitrophes de l'Est avec leur plan de balkanisation du pays;
- 7) Convoitise des ressources naturelles de la RDCongo et problèmes de mariage d'intérêts entre ceux des congolais et ceux des étrangers dans le cadre de la coopération bilatérale et/ou multilatérale, source de déstabilisation de la RDCongo par des puissances politico-militaro-financières extérieures avec objectif l'anéantissement de l'Etat et la mise en exécution du plan de balkanisation de la RDCongo, etc.

La RDCongo apparaît aujourd'hui comme une nation sans Etat véritable. Partant de ce constat amer, nous nous sommes posés la question de savoir : **Quelle stratégie faudra-t-il entreprendre pour éviter la balkanisation de la RDCongo ou son maintien sous des régimes d'auto-colonisation en œuvrant, par toute voie légale, pour la libération de notre Peuple, la conquête de sa souveraineté sur ses ressources naturelles ainsi que sur son intégrité territoriale, tout en contribuant par la bonne gouvernance de l'Etat au développement du peuple congolais, à la consolidation de la paix dans la Sous-région et au renforcement des relations de coopération avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux?**

Par rapport à toutes ces préoccupations majeures, il est question de proposer aux congolais et à leurs partenaires extérieurs à savoir l'ONU, l'Union Européenne, l'Union Africaine, les USA, la France et la Belgique, et d'autres pays encore à l'issue d'un débat intelligent et sans passion, d'une part, et, d'autre part, après la consultation de la population congolaise à ce sujet, pour faire son choix judicieux et en toute responsabilité, entre cinq alternatives sur le nouveau destin de la RDCongo, telles que présentées ci-dessous. Ainsi donc, nos efforts consisteront à poser les bases pour la **construction de la paix, la sécurité et le développement durable dans la Région Africaine des Grands Lacs, lesquelles devront passer par la stabilité, la bonne gouvernance et le respect de la souveraineté de la RDCongo.**

L'analyse approfondie de la problématique de la survie de la RDCongo nous amène à formuler cinq alternatives de solutions à savoir *des conditionnalités pour le maintien de l'Etat congolais au sein de l'Union Africaine ou, à défaut et au nom de la mondialisation, son adhésion à l'Union Européenne ou sa fusion avec la Belgique pour former le Royaume Belgo-Congo ou avec la France pour former la République France-Congo ou encore son intégration au sein des Etats-Unis d'Amérique, en tant qu'expression de manifestation de la souveraineté du Peuple Congolais et mécanisme de résolution efficace des conflits dans la Région africaine des Grands Lacs.* »

Depuis l'accession à leurs indépendances respectives, la RDCongo et ses voisins de la Région Africaine des Grands Lacs à savoir le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda se sont illustrées soit par leur gestion dictatoriale des pouvoirs d'Etat, soit par des guerres intestines et fratricides ou des guerres d'agression avec pour conséquences des massacres éhontés et des exécutions sommaires, de génocides

et des crimes contre l'humanité orchestrés entre ethnies ou tribus d'un même Pays, tel est le cas du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda, d'une part, et, d'autre part, des crimes contre l'humanité ou des génocides perpétrés par des armées étrangères contre des populations d'un autre Etat tel est le cas des armées rwando-burundo-ougandaises contre des populations de l'Est de la RDCongo, ou contre leurs ressortissants réfugiés en RDCongo, sous-prétextes de poursuite de leurs groupes armés sur le territoire congolais.

En effet, l'agression de la RDCongo par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda ont eu entre autres pour conséquences à ce jour plus de 6.000.000 à 8000.000 des morts, bilan supérieur à celui des Juifs exterminés dans les camps de concentration sous le régime Nazi allemand d'Hitler, plus de 600.000 à 800.000 femmes violées, y compris des enfants de moins de cinq ans et même certains hommes, et ce, si souvent devant les membres de leurs familles respectives, ainsi que plusieurs tonnes des ressources naturelles pillées évaluées en des dizaines des milliards des dollars américains. Ce qui est embêtant est que la Communauté Internationale a fermé ses oreilles pour ne pas entendre les cris des Congolais alors que des solutions étaient et sont encore possibles, si volonté il y en aurait ou y en a. Une seule chose et d'ailleurs très grave, frisant même la moquerie à l'endroit du Peuple Congolais, c'est de qualifier, aujourd'hui, la Ville de Bukavu en RDCongo de capitale mondiale des violences sexuelles, sans envisager la thérapeutique de choc à ce crime imprescriptible, comme si les auteurs des viols sont méconnus ou invincibles.

La RDCongo est soumise à une guerre aux enjeux économiques et géo-stratégiques très importants, menées par des puissances politico-militaro-financières occidentales, en complicité avec leurs multinationales, agissant par les biais de ces petits Etats satellites comme le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, intéressés aussi par ce genre de business avec l'ambition de refaire leurs limites géographiques par l'annexion d'une partie du territoire de l'Est de la RDCongo en les étendant au-delà de 300 km de leurs frontières communes respectives, tout en prenant les soins de neutraliser toutes ses capacités d'auto-défense en la rendant vulnérable pour y parvenir notamment par le décret d'un embargo sur les armes contre la RDCongo et l'appui multiforme aux pays agresseurs. En réalité, les véritables interhamwe poursuivis sur le territoire congolais ne sont pas ces ex-combattants hutus des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda en sigle, les FDLR, mais plutôt, les ressources naturelles de la RDCongo et les conquêtes pour l'annexion d'une partie de son territoire.

Pour la République Démocratique du Congo, l'histoire nous montre qu'à sa création en 1885 par l'Acte de Berlin, aucune puissance de l'époque n'avait pu consentir d'attribuer la RDCongo à un seul Pays pour le coloniser. C'est ainsi que ce vaste pays d'Afrique Centrale, à la dimension de toute l'Europe, réputé de scandale géologique ou mieux encore de scandale naturel, situé au cœur de l'Afrique et du Monde, fut confié au Roi Léopold II des Belges, en tant qu'individu, tout en le soumettant sous le régime de liberté de commerce reconnu à tous les Pays signataires de l'acte de Berlin. Au cours de ce régime léopoldien, il eut des crimes contre l'humanité perpétrés contre des congolais pour les forcer à l'exploitation des caoutchoucs dans la forêt équatoriale dont le nombre fut estimé entre cinq et neuf millions des victimes. Pour faire face aux multiples campagnes anti-léopoldiennes et son insolvabilité vis – à- vis de la Belgique, le Roi Léopold II fut contraint de céder l'Etat Indépendant du Congo à la Belgique en 1908, celui-là qui fut le champ d'expérimentation de la mondialisation, est devenue une Colonie Belge jusqu'au 30 juin 1960. Dès l'attribution de l'Etat Indépendant du Congo au Roi Léopold II, les différents Etats précoloniaux existants à l'époque sur le territoire de ce qui est devenu aujourd'hui la RDCongo furent intégrés au sein de l'EIC. Leurs peuples se sont vus accordés la nationalité belge, laquelle leur avait été retirée, sans les consulter, à l'accession du Congo-Belge à son indépendance. Cette violation grave des droits des congolais- belges à leur nationalité d'origine doit faire partie des contentieux belgo-congolais.

Pendant toute la période coloniale, la Belgique a usé de la politique du bâton pour réprimer le mal, mais aussi celle de la carotte pour motiver les populations congolaises à se mettre au travail,

permettant ainsi l'exploitation des ressources minières, forestières et agricoles nécessaires pour son expansion économique. De toutes les façons, les Belges avaient bâti, qu'on le reconnaisse ou pas, en Afrique Centrale un pays émergent. Le Congo-Belge avait le même niveau de développement que le Canada, la République Sud-Africaine et la Corée du Sud, doté des infrastructures communautaires de base (routes, hôpitaux, écoles primaires et secondaires, trois universités, etc) parmi les meilleures de l'Afrique. Aujourd'hui, la RDCongo compte certains Territoires politico-administratifs sans aucune voie terrestre moderne de communication notamment des routes, des chemins de fer, ni un hôpital digne de ce nom.

Contrairement aux Colonialistes belges, les Congolais aux affaires de l'Etat depuis l'indépendance à nos jours se sont spécialisés, faute de culture de gouvernance et du respect du bien commun, dans le pillage de leur propre pays au lieu de poursuivre l'œuvre de son développement. Ils se sont livrés à la corruption, à des commissions aux affaires, au détournement des ressources disponibles au lieu de les investir pour le bien-être de leurs compatriotes et construire une nation forte au cœur de l'Afrique.

En faisant le bilan entre ce que les Congolais ont fait de leur pays en 50 ans d'indépendance et les réalisations des Belges en 80 ans de colonisation, l'on se demanderait pourquoi nos parents ont-ils demandé ci-tôt l'indépendance, alors que n'étant pas préparé à faire face aux défis de la décolonisation. Au 30 juin 2010, tous les fonctionnaires congolais ont fêté le cinquantenaire de leur indépendance les poches vides, faute de paiement de leurs salaires.

A moins de sept mois de son accession à sa prétendue souveraineté nationale et internationale le 30 juin 1960, le Premier Ministre Patrice-Emery Lumumba fut assassiné. Dès lors le Pays fut plongé dans une rébellion, enclenchant la destruction du tissu économique et des milliers des vies humaines sacrifiées. En 1965, le Colonel Joseph-Désiré Mobutu, devenu Maréchal vers la fin de son règne, a pris le pouvoir en érigeant pendant 32 ans un régime dictatorial sans précédent sur le continent. La RDCongo était confondue avec ses propres biens. Il fut chassé du pouvoir par une coalition des Etats de l'Afrique de l'Est, sous l'instigation des certaines puissances occidentales et le sous-couvert de Mzee Laurent-Désiré Kabila, recruté pour masquer malencontreusement, leur agression et leur plan de pillage des ressources naturelles de la RDCongo. Faute de tenir à sa parole par rapport à tous ses engagements pris ou à tous les accords secrets conclus avant sa prise du pouvoir, Mzee Laurent-Désiré Kabila fut assassiné après une agression lancée par ses anciens alliés pour l'évincer du pouvoir et de placer un homme de paille, engagé pour leur concéder toutes les ressources naturelles de la RDCongo sans contrepartie pour notre Peuple, abandonné à son triste sort, sauf pour ses seuls dirigeants devenus plutôt des Commissionnaires aux affaires que des hommes d'Etat. C'est le début du processus pour la balkanisation de la RDCongo en vertu de l'Accord de Remera, conclu à Kigali, entre l'AFDL et le Rwanda.

Depuis l'indépendance de la RDCongo jusqu'à ce jour, notre Peuple n'a jamais connu de bonheur. Tous les régimes politiques qui se sont succédés ont échoué, à tel point que chaque régime était pire que celui auquel il succédait alors que chaque nouveau régime promettait au Peuple Congolais un lendemain meilleur dès la prise du pouvoir. Par rapport à leur détresse, l'on pouvait entendre des Congolais apprécier **mieux le régime colonial belge à celui du Maréchal Mobutu, car à coté de leur bastonnade, les Belges assuraient à la population la sécurité alimentaire, les soins médicaux et la justice pour tous, etc**. A ce jour, ces mêmes congolais qui identifiait hier le régime de Mobutu à celui du diable, le souhaiterait mieux qu'à celui d'aujourd'hui.

Excellences, Honorables
Messeigneurs et Révérends Pasteurs
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs
Distingués Invités

Vous constaterez que ce ne sont pas de projets de société qui ont fait défaut en RDCongo pour éviter à notre Peuple sa descente en enfer qui ne fait que s'accélérer du jour au lendemain. La RDCongo a un déficit de gouvernance dont à la base le manque d'hommes politiques patriotes jouissant d'une conscience nationale éprouvée. D'où la nécessité de prôner un Congo nouveau dans un nouveau système politique national et international, mieux encore, un nouvel ordre politique. **Pour ainsi parvenir à sauver la RDCongo aussi bien contre la balkanisation que contre son maintien dans la poursuite de son auto-colonisation, le RIAPISBG-RDCongo a pris, à notre initiative, la responsabilité de traduire notre vision en un projet intitulé « Congo-Kinshasa : Etat Souverain et Membre de l'Union Africaine ou, à défaut et contre sa balkanisation, son adhésion à l'Union Européenne ou sa fusion avec la Belgique pour former le Royaume Belgo-Congo ou avec la France pour former la République France-Congo ou encore son intégration au sein des Etats-Unis d'Amérique pour devenir le 51^{ème} Etat membre ».**

Dans le cas du maintien de la RDCongo au sein de l'Union Africaine, le RIAPISBG-RDCongo suggère un plan de sortie de crise comprenant les points ci-après:

- Prendre une résolution explicite par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies consacrant la protection de la population congolaise contre des multiples plans de son extermination ou de son anéantissement par certaines puissances politico-militaro-financières, d'une part, et d'autre part, contre la balkanisation de la RDCongo, à la suite de la convoitise non seulement de ses ressources naturelles et de son territoire national, mais aussi de la position géo-stratégique de son pays situé au cœur de l'Afrique et du Monde, en interdisant formellement toute tentative d'agression de la RDCongo par un autre Pays et la possibilité de sanctionner tout Pays contrevenant à cette disposition ;
- Laisser aux congolais l'opportunité de se choisir librement et en toute transparence et sans aucune immixtion étrangère, leurs propres gouvernants, en contrepartie des relations de coopération mutuellement avantageuses avec tous les pays amis, allant jusqu'à la signature avec certains Pays, de la clause des nations les plus favorisées, d'une part, et, d'autre part, combattre trois principaux virus à la démocratisation du Congo-Kinshasa à savoir la consécration des mandats politiques non impératifs à des élus du Peuple vis-à-vis de leurs Partis politiques respectifs, la non transparence des élections et la pratique d'achat des consciences de la population au cours des élections pour accéder au pouvoir.
- exiger à l'Union Africaine le renforcement du respect du principe sacro-saint d'intangibilité des frontières héritées de la colonisation par une résolution l'engageant contre tout pays membre qui, non seulement agresserait un autre pays membre, mais aussi qui apporterait des facilités à un pays non-membre pour agresser un autre pays membre, en considérant qu'en cas d'agression d'un pays membre, l'Afrique se sentirait agressée dans son entièreté et se devrait de se défendre contre ledit pays agresseur et/ou son complice;

- Obtenir l'engagement ferme de l'Union africaine pour revendiquer le droit de veto de l'Afrique auprès du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, lequel serait géré collégialement par les Pays membres et favoriserait l'auto-développement et la cohésion des pays africains. Ainsi, au lieu de vouloir augmenter le nombre de veto au sein du Conseil de Sécurité en les octroyant aux cinq autres Pays riches et/ou émergents comme l'Allemagne, le Brésil, l'Inde, le Japon et l'Afrique du Sud, il aurait fallu que ces veto soient accordés aux cinq Continents dont l'Afrique, car l'exercice de l'influence sur ces vetos par les pays riches d'un quelconque continent les pousserait à soutenir le développement des pays pauvres de leurs continents respectif en contrepartie de leur adhésion à leur proposition de l'exercice de leur droit de veto.
- Obtenir le désengagement des puissances anglo-saxonnes vis-à-vis du Rwanda et de l'Ouganda par rapport à leur agenda de balkaniser la RDCongo ;
- Contraindre les Gouvernements Rwandais et Ougandais à organiser des dialogues inter-rwandais et inter-ougandais pour la réconciliation nationale entre leurs peuples respectifs et la consolidation de la paix dans la Région Africaine des Grands Lacs;
- Former une armée républicaine et rapatrier des soldats étrangers infiltrés au sein des FARDC vers leurs pays d'origine ;
- Officialiser la pratique de la double nationalité pour résoudre la question de la nationalité d'origine, en évitant de traiter cette question avec beaucoup de légèreté à travers une constitution des « vainqueurs » ayant consacré l'africanisation de la nationalité congolaise faisant de la RDCongo le Pays de tous les Africains, sans contrepartie pour les Congolais dans le seul but de répondre aux ambitions des pays agresseurs soucieux de déverser sans entrave leurs ressortissants sur le territoire congolais avec des agendas cachés notamment le partage des terres et des richesses de la RDCongo. A ce sujet, la double nationalité tout comme la naturalisation à la nationalité congolaise ne pourrait pas être accordée aux ressortissants des Pays limitrophes de la RDCongo, exception faite aux compatriotes Banyamulenge et les autres congolais rwandophones du Nord-Kivu, qui en sont déjà bénéficiaires, tous en les invitant de se démarquer du Rwanda pour leur crédibilité et leur véritable intégration.
- Mettre sur pied un Tribunal Pénal International pour la RDCongo, en évitant pour l'ONU d'être traité de complice par la tolérance de la présence des criminels aux pouvoirs aussi bien en RDCongo tout comme dans les Pays agresseurs de la RDCongo ;
- Contribuer à la restructuration de l'Union Africaine dotée à l'instar de l'Union Européenne de sa Banque Africaine, de sa Cour de Justice, de son Armée, de son Parlement, d'une autoroute transafricaine, d'un Passeport panafricain, etc.

Au cas où le Peuple Congolais ne se convaincrait pas de la pertinence pour son maintien au sein de l'Union Africaine, l'option pour l'adhésion de la RDCongo à l'Union Européenne serait possible, à l'instar de la sollicitation de la Turquie et du Maroc, deux pays respectivement asiatique et africain. Il faudra noter que la charte de l'Union Européenne n'est pas une Bible que l'on ne peut pas réviser. Dans ce dossier, l'Union Européenne sera placée en compétition avec les Etats-Unis d'Amérique.

A défaut de porter son choix pour l'adhésion de la RDCongo à l'Union Européenne, le Peuple Congolais aurait la possibilité de solliciter sa fusion avec la Belgique pour former le Royaume Belgo-Congo. En effet, les Congolais sont des Belges d'origines depuis la création de l'Etat Indépendant du Congo en 1885, en tant propriété privée du Roi Léopold II des Belges. C'est seulement en 1960 lors de l'accession du Congo-Belge à sa prétendue « souveraineté nationale et internationale » que le

Peuple a perdu sa nationalité d'origine, sans le consulter, pour se prononcer à cet effet. Faute d'avoir trouvé le bonheur au sein de la RDCongo, le Peuple Congolais est en droit de se tourner vers ses **ses confrères belges** pour demander la fusion de nos deux Pays unis par l'histoire et par le sang depuis 1885.

Dans le cas où le Peuple Congolais ne pourrait pas porter son choix sur la Belgique, la quatrième alternative c'est la France, un pays jouissant d'une grande expérience dans l'administration des territoires d'outremer d'une part, et, d'autre part, partageant avec la RDCongo la même langue faisant de cette dernière le premier pays francophone du Monde.

Enfin, le RIAPISBG-RDCongo propose au Peuple Congolais une cinquième alternative à savoir les Etats-Unis d'Amérique. Ceux-ci créés par 13 Etats souverains sont passés aujourd'hui à 50 Etats membres plus deux territoires. Il se fait que depuis sa création, aucun pays membre n'a jamais regretté d'avoir intégré cette fédération des Etats. Plus récemment, les Etats-Unis d'Amérique ont intégré l'Etat d'Alaska situé au nord du Canada et les Iles Hawaï situées en Extrême Orient, tout près du Japon. Il nous semble que les raisons qui ont milité pour l'intégration des Iles Hawaï et de l'Alaska favoriseraient aussi l'intérêt des Etats-Unis d'Amérique vis-à-vis du Congo-Kinshasa.

Pour parvenir à faire son choix en âme et conscience et en toute responsabilité, la voie proposée au peuple congolais est celle du référendum populaire. C'est pourquoi, le RIAPISBG-RDCongo initie une pétition pour rassembler au moins un million deux-cent milles signatures pour saisir le Parlement de la République Démocratique du Congo en vue de l'adoption d'une résolution demandant au Chef de l'Etat de soumettre au Peuple Congolais le vote, par voie référendaire, le vote entre les cinq alternatives ci-haut citées pour le nouveau statut juridique du Congo-Kinshasa.

Il convient de préciser que la Constitution de la RDCongo exige cent milles signatures pour la recevabilité d'une pétition par le Parlement. Cependant, par crainte de voir le Parlement déclarer, comme d'habitude, « notre pétition non fondée », le RIAPISBG-RDCongo voudrait mobiliser au moins un minimum de cent milles signatures par Province et au moins cent milles autres signatures auprès des Congolais de l'Etranger pour donner plus de légitimité à notre requête et dissuader toute tentative de manipulation politicienne de la volonté du peuple congolais.

Dès lors que le peuple congolais se sera prononcé par voie référendaire en faisant son choix historique, le résultat provisoire sera promulgué par la CENI, avant d'être validé par la Cour Suprême de la République. C'est alors que le Chef de l'Etat sera chargé ensemble avec le Gouvernement et le Parlement pour négocier avec l'un des trois pays (Belgique, France ou Etats-Unis d'Amérique) ou l'une des deux Institutions (Union Européenne ou Union Africaine) ayant mérité le choix du peuple Congolais pour leur destin commun.

La réussite de ce projet implique des moyens importants. Le RIAPISBG-RDCongo voudrait s'adresser à vous compatriotes et aux bailleurs de fonds gouvernementaux, ONG ou Organismes Internationaux, Multinationales ou à toute autre personne de bonne volonté pour le soutenir aussi bien financièrement, matériellement, moralement, politiquement que diplomatiquement pour le succès de cette initiative, en tant que mécanisme pour la paix, la sécurité et le développement durable du peuple congolais et des pays de la régions africaine des Grands Lacs.

Au cours de notre analyse de ce projet de pétition, nous avons cherché à identifier la moindre conséquence négative par rapport à l'une des cinq alternatives des solutions. Nous pouvons vous rassurer que malgré notre bonne volonté et conscient de notre patriotisme, nous n'avons trouvé aucun inconvénient pour le peuple congolais d'opter pour l'une ou l'autre de ces alternatives. Quant au maintien de la RDCongo au sein de l'Union Africaine, les préalables soulevés devraient être pris en compte.

Ainsi, la RDCongo verrait sa souveraineté garantie, la bonne gouvernance érigée en système de gestion, la justice et la dignité du peuple congolais restaurées, le développement de notre peuple assuré, la sécurité et la paix garanties, la reconstruction du pays assurée, la répartition des richesses nationales entre tous les congolais observée, des infrastructures modernes développées, la santé pour tous assurée, la pauvreté des Congolais éradiquée, etc.

Avant de terminer notre adresse, nous voudrions vous faire remarquer que nous n'avons rien inventé de nouveau. Qu'il s'agisse de l'Union ou de la fusion ou encore de l'intégration, ces trois concepts sont favorables à la garantie de la souveraineté du peuple congolais sur ses ressources naturelles et son territoire national et la bonne gouvernance de notre pays. Pour votre souvenance, en proposant le choix de l'Union Européenne par rapport à l'Union Africaine, c'est pour chercher à obtenir auprès de l'Union Européenne ce que l'Union Africaine n'a pas pu offrir pour le bien-être de notre peuple. Quant à la fusion avec la Belgique ou avec la France, c'est comme celle de Tanganyika et de Zanzibar pour former la Tanzanie, celle de l'Allemagne de l'Est et de l'Allemagne de l'Ouest pour former l'Allemagne, celle recherchée entre la Corée du Sud et la Corée du Nord pour former la Corée Unie, entre la Chine et Taiwan pour former la Chine Unie, entre Kashmir et Pakistan et actuellement celle en négociation depuis 2012 entre Bahreïn et l'Arabie Saoudite. Quant à l'intégration au sein des Etats-Unis d'Amérique, c'est pareil à ce que le Colonel Kaddafi, alors Président Lybien, proposait pour la création des Etats –Unis d'Afrique.

Tout ce qui intéresse le RIAPISBG-RDCongo et moi-même en tant qu'initiateur de ce projet, c'est la survie de la RDCongo et de son peuple. Notre pays est malade de ses gouvernants. La classe politique congolaise, qu'elle soit celle au pouvoir ou celle dans l'opposition, est pourrie. Le Peuple congolais doit cesser de compter sur une classe politique pourrie et sans conscience patriotique pour sortir de son humiliation. Il nous faut pour le Congo un homme providentiel, un homme dont la gouvernance sera fondée sur la crainte de l'Eternel Dieu et l'amour des Congolais et de l'humanité. Sans l'engagement patriotique collectif des patriotes congolais, la RDCongo pourrait disparaître. Heureusement que votre présence dans cette salle, l'initiative des Chefs des Confessions religieuses contre la balkanisation ainsi que celles d'autres compatriotes de l'intérieur comme de l'extérieur, d'une part, et, d'autre part, la mobilisation attendue des Congolais pour signer la pétition du RIAPISBG pour un nouveau statut juridique de la RDCongo en vue de sa souveraineté et de sa bonne gouvernance sont des expressions d'un combat citoyen dont la victoire est certaine. Il nous faut tous une mobilisation tout azimut comme un seul homme pour la patrie.

Nous disons donc aux tenants de la thèse de la balkanisation de la RDCongo qu'ils se trompent infiniment. Quant à l'invasion du Nord-Kivu, il revient à l'ONU d'assumer toutes ses responsabilités pour mettre fin à cette guerre artificielle en neutralisant aussi bien les commanditaires qui se trouvent la fois à Kigali et à Kinshasa. Autrement dit, la MONUSCO n'aurait plus de raison d'être au Congo-Kinshasa et le Peuple Congolais se verrait obliger d'exiger son retrait de son territoire pour se prendre en charge. Sans la complicité de Kinshasa et de certaines puissances occidentales dans les diverses guerres qui déstabilisent la RDCongo, le Rwanda n'est rien vis-à-vis du Congo-Kinshasa. Le Congo-Kinshasa, bien que n'étant pas aujourd'hui un Etat à proprement parlé, il est cependant une nation forte. Il nous faut agir pour restaurer l'Etat Congolais et la dignité de son peuple. Sachez le bien que le Congo-Kinshasa balkanisé serait plus dangereux à notre planète et surtout à l'occident que le Congo-Kinshasa uni, fort et prospère. En effet, le Congo-balkanisé ne manquerait pas de devenir le champ par excellence du terrorisme international. Que les experts occidentaux s'y penchent et en tirent toutes les conséquences.

Excellences, Honorables
Messeigneurs et Révérends Pasteurs
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs
Distingués Invités

Au moment où nous faisons le lancement officiel de la collecte des signatures de la pétition, nous vous annonçons que nous nous étions fixés de nous présenter devant vous, avec au moins 1% de 1.200.000 signatures attendues à l'issue de cette opération que nous lançons ce jour. C'est ainsi que nous vous présentons la possession de plus de 16000 signatures soit de 1,3% du total attendu à la fin de cette opération. Notre stratégie de collecte consistera à répertorier dans chaque Territoire ou Commune de la République au moins 125 personnes ressources engagées chacune pour la collecte d'au moins deux cent signatures en tant que patriote volontaire et bénévole. Ce qui nous donnera au moins 25000 signatures par Territoire ou par Commune. Un appel est lancé à tout compatriote intéressé dans cette opération de collecte à nous communiquer son nom pour lui délivrer un acte de désignation en tant que tel.

En conclusion, le malheur des congolais a pour cause principal le manque conscience patriotique de gouvernants congolais et leur incapacité à gouverner la RDCongo, la convoitise de ressources naturelles par des puissances étrangères et les ambitions expansionnistes des pays voisins. C'est pourquoi le RIAPISBG –RDCongo vous propose de signer sa pétition pour un nouveau statut juridique de la RDCongo en vue de sa souveraineté et de sa bonne gouvernance. C'est sur cette note que nous déclarons au nom de tous les membres du RIAPISBG-RDCongo la collecte officielle des signatures de la pétition sur le nouveau statut juridique de la RDCongo en vue de sa souveraineté et de sa bonne gouvernance.

Que soit loué l'Eternel Dieu et qu'Il bénisse le Peuple Congolais
Que Vive le Peuple Congolais et son pays, la RDCongo

Musimwa Bisharhwa Israël
Président du RIAPISBG-RDCongo